

sion et une obstination tenace pour mener à bonne fin les efforts qu'il a faits en faveur de la paix durant cette quinzaine. M. Chamberlain sut toujours se montrer patient, calme et digne.

Le choix qu'il avait à faire n'était pas facile. La paix a été payée bien chèrement; il ne pouvait en être autrement après les événements des années dernières. La grande question qui se posait devant les gouvernements de la Grande-Bretagne et de la France était celle de savoir s'ils devaient avoir recours à la force pour empêcher l'absorption de la région des Sudètes par l'Allemagne. Cela eût pu, non sans quelque justification, être interprété comme une intervention contre le droit qu'ont les peuples de disposer d'eux-mêmes. Les autorités responsables étaient d'avis que, si la guerre avait éclaté, on n'eût pu empêcher l'invasion et l'occupation de la Tchécoslovaquie, sans égard au résultat possible des hostilités. Il était également certain qu'une victoire éventuelle n'eût pu rétablir les frontières de ce pays, qu'elle n'eût pu ramener à la vie des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ni empêcher la démoralisation et la révolution de sévir dans toute l'Europe, entraînant ainsi pour la civilisation des conséquences impossibles à prévoir.

Il se peut que les autorités allemandes n'aient pas eu l'intention de donner suite à leurs menaces et que, si la Grande-Bretagne, la France et l'Union Soviétique avaient formellement annoncé qu'elles combattraient l'absorption de tout territoire tchèque par l'Allemagne, cette dernière eût abandonné ses réclamations à l'égard de la région des Sudètes, mais il est également possible que les choses ne se fussent pas passées ainsi. M. Chamberlain a eu raison de décider qu'il ne pouvait faire du bluff quand des millions de vies étaient en jeu.

Il y a, au Canada et de l'autre côté de l'océan, des gens qui ne cessent de prétendre que la guerre entre les nations démocratiques et les puissances totalitaires n'est que partie remise et que, quand elle éclatera, les forces des nations démocratiques seront plus faibles qu'elles ne l'étaient en 1938. Il eût fallu qu'un homme eût une bien grande présomption dans sa faculté de prévoir l'avenir pour se tenir certain, en 1938, de ce qui pourrait arriver en 1940, et cela au point de plonger le monde dans une guerre. La plupart des guerres prétendues inévitables n'ont jamais éclaté, et les ultimes conséquences de celles qui ont eu lieu furent ordinairement des plus inattendues. La déclaration suivante d'un ancien Secrétaire des Affaires étrangères de Grande-Bretagne renferme un conseil opportun:

[Le très hon. Mackenzie King.]

Réprouvons, disait-il, la doctrine qui veut que la guerre soit inévitable, et rejetons la théorie de l'efficacité du bluff.

Il a semblé exister d'excellents motifs d'espérer que la guerre avait été non seulement remise à plus tard, mais évitée. La crise elle-même y avait contribué en faisant voir à l'Europe qu'elle s'était laissée entraîner de nouveau sur le bord de l'abîme. Fait encore plus significatif, elle révéla combien profond et général était le désir de la paix, et combien enracinées la crainte et l'horreur de la guerre. Et ce désir de paix ne se limitait pas à un seul pays. L'Italie en éprouva autant de soulagement que la France. Si M. Chamberlain reçut un accueil aussi spontané et émouvant en Allemagne, c'est que le peuple allemand lui attribuait un sincère désir de paix. Et non seulement les divers peuples s'étaient-ils reconnus un commun intérêt, mais les chefs des grandes nations s'étaient rencontrés en personne. Même s'ils n'avaient pas réussi à se convaincre mutuellement, chacun devait être en mesure, du moins on l'espérait, de comprendre le point de vue de l'autre, de même que la limite maxima de pression à exercer. Nonobstant l'apparence du contraire, on se prit à reconnaître de plus en plus qu'il était possible pour des pays aux régimes sociaux radicalement différents de vivre côte à côte en harmonie.

Je dirai dans quelques instants jusqu'à quel point ces espoirs étaient justifiés à la lumière des événements subséquents, mais, auparavant, il y a certains autres aspects de la situation de septembre que je tiens à exposer.

J'ai parlé jusqu'ici de l'effet qu'a eu la crise de septembre sur l'Europe. Je passe maintenant à la répercussion que ces événements ont eue sur le Canada. Ce fut une période de profonde anxiété pour le peuple et le Gouvernement canadiens. Le Gouvernement se tint au courant de la situation, qui changeait de jour en jour, grâce principalement aux renseignements obtenus du gouvernement britannique, bien qu'il ait eu d'autres sources d'information. On procéda à un examen complet des ressources économiques et militaires, ainsi que des mesures qu'il faudrait étudier advenant une guerre qui ne se limiterait pas à l'Europe centrale. Nous n'étions pas en mesure de prendre part directement aux efforts de conciliation. Nous pouvions appuyer les efforts qu'avait entrepris M. Chamberlain, et c'est ce que nous avons fait.

Dans une déclaration que j'ai faite à la date du 17 septembre, j'ai clairement expliqué l'attitude du Gouvernement à cet égard:

Le Gouvernement canadien ne cesse d'étudier très attentivement la situation européenne, à la lumière des renseignements confidentiels qu'il reçoit. Cette situation évolue de jour en jour. La tâche principale qui nous incombe présente-